



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007 CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 01/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON (ex ACTISOL)

RD 5
La Plaine
34570 Pignan

Références : UD34/H2/2024-095
Code AIOT : 0018300679

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/09/2024 dans l'établissement ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON (ex ACTISOL) implanté RD 5 La Plaine 34570 Pignan. L'inspection a été annoncée le 04/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à l'incendie survenu le 10 août 2024. Elle a également permis d'examiner les suites de la visite du 28 mai 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON (ex ACTISOL)
- RD 5 La Plaine 34570 Pignan

- Code AIOT : 0018300679
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site réalise du tri transit regroupement de déchets non dangereux provenant des déchetteries de la Métropole de Montpellier (Tout venant, déchets verts, bois) des Déchets d'Éléments d'Ameublement, des refus du site Ametyst. Certains déchets sont broyés pour faciliter leur valorisation (bois notamment).

Le site emploie directement 12 personnes et génère un chiffre d'affaire d'environ 4 millions d'euros (58 000 t de déchets réceptionnés en 2023).

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Comportement au feu	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6	Avec suites, Prescriptions complémentaires	Prescriptions complémentaires	2 mois
3	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 8	Avec suites, Prescriptions complémentaires	Prescriptions complémentaires	2 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9-I	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-IV	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Admissibilité des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-I	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Collecte et rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Prévention des risques d'inondations	Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 4.7	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Prescriptions complémentaires	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration et rapport d'accident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69	/	Sans objet
9	Modification des installations	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R.181-46	Avec suites, Prescriptions complémentaires	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un projet d' arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé à Monsieur le Préfet, concernant la mise en œuvre dans un délai de 3 mois :

- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;
- de capacités de rétention des eaux ;
- d'un contrôle de la radioactivité des déchets entrants ;
- d'une collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

Un projet d'arrêté complémentaire est proposé à Monsieur le Préfet pour compléter l'encadrement de l'exploitation du site, suite aux modifications effectuées et sollicitées par l'exploitant. Les aménagements des prescriptions ministérielles sollicitées par l'exploitant, feront l'objet d'une présentation lors d'un prochaine séance du Conseil Départemental des Risques Sanitaires et Technologiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration et rapport d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises</p>

à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a informé la DREAL de l'accident dès le samedi 10 août 2024 à 12h45.

La fiche de notification d'accident a été transmise le 12 août 2024 et indique :

"Départ de feu au niveau de la zone de réception des encombrants.

Deux opérateurs étaient présents sur place (agent de pesée et conducteur d'engin), ces derniers ont immédiatement prévenu les pompiers puis l'encadrement Veolia.

Le conducteur d'engin est intervenu sur le départ de feu en première intention avec la chargeuse et en actionnant le robinet d'incendie armé (RIA).

Une quinzaine de pompiers sont arrivés sur les lieux, quelques minutes plus tard et ont neutralisé le feu avant 14h00. Arrivée en même temps de mr LEMBREZ, Responsable d'Exploitation, qui est intervenu avec la chargeuse pour aider les pompiers à étaler la matière.

Les eaux d'extinction incendie (environ 50 m3) ont été absorbées par le mélange de déchets et stoppées par un tas de terre apportée pour bloquer l'écoulement de l'eau vers le bassin. L'eau a été mélangée avec les déchets avec l'engin pour arroser l'intérieur du tas de déchets.

Cet événement n'a fait aucune victime ni dégât matériel hormis un tuyau de RIA qui a été écrasé durant l'intervention.

Le feu s'est trouvé être contenu à l'intérieur de la zone de réception des encombrants. Environ 120 m3 d'encombrants ont été impactés.

Le site a été fermé durant la totalité de l'événement. Reprise normale des activités à 15h00 au départ des pompiers.

Déchets étalés pour les laisser s'évaporer et sécuriser la zone impactée.Évacuation et élimination des déchets vers les filières adaptées (ISDND)."

L'inspecteur a constaté le jour de l'inspection que :

- le robinet d'incendie armé (RIA) endommagé durant les manœuvres pour éteindre l'incendie a été réparé ;
- l'exploitant envisage l'achat de caméra thermique pour permettre aux opérateurs et au gardien de détecter un échauffement des déchets, en complément de l'installation d'une détection incendie à demeure sur cette zone ;
- l'exploitant va mettre en œuvre des blocs en béton coupe-feu autour des stocks des déchets d'activités économique et d'encombrants (susceptible de contenir des erreurs de tri telles que des batteries ou engins pyrotechniques) afin de prévenir la propagation d'un incendie, notamment par le vent.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit préciser l'échéance de la mise en œuvre d'une caméra thermique portative et de murs coupe-feu autour des stocks des déchets d'activités économique et d'encombrants.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Comportement au feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/05/2024

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Prescriptions complémentaires
- date d'échéance qui a été retenue : 10/09/2024

Prescription contrôlée :

Les bâtiments où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- l'ensemble de la structure est R15 ;- les matériaux sont de classe A2s1d0 ;- les toitures et couvertures de toiture sont de classe BROOF (t3).

Les autres locaux et bâtiments présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- matériaux de classe A2s1d0 ;- murs extérieurs E 30 ;- murs séparatifs E 30 ;- portes et fermetures E 30 ;- toitures et couvertures de toiture BROOF (t3)

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. S'il existe une chaufferie, elle est située dans un local exclusivement réservé à cet effet.

Constats :

Rappel des observations issues de la précédente inspection :

La classe BROOF-t3 (Classe de résistance au feu garantissant un temps de passage du feu au travers de la toiture et une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture supérieure à trente minutes) des toitures des bâtiments n'est pas justifiée.

La toiture du bâtiment de stockage des Déchets d'Éléments d'Ameublement est en fibro-ciment. Le bâtiment de stockage des refus de tri des encombrants est en tôle avec des lanterneaux fusibles translucides.

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) a été consulté sur ces modalités. Un aménagement des prescriptions est proposé. Il fait l'objet d'un projet d'arrêté complémentaire et fera l'objet d'une consultation des membres du Conseil Départementale des Risques Sanitaires et Technologiques avant la mise en signature à Monsieur le Préfet.

Situation au 10 septembre 2024 :

Un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires a été transmis à l'exploitant le 15 juillet 2024. Il aménage les prescriptions encadrant le fonctionnement du site relative au comportement au feu des bâtiments historiques.

L'exploitant précise qu'il souhaite que les prescriptions complémentaires soient dans un arrêté distinct des prescriptions objet d'une mise en demeure.

L'exploitant a confirmé ses observations par courrier le 17 septembre 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant sera invité à participer à une prochaine séance du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) lors de laquelle le projet d'aménagement de prescriptions sera présenté.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Prescriptions complémentaires • date d'échéance qui a été retenue : 10/09/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont composés d'exutoires à commandes automatique et manuelle.</p> <p>Les dispositifs passifs ne sont toutefois pas autorisés dans le cas d'entreposage ou de manipulation de déchets susceptibles d'émettre des émissions odorantes lorsque leur entreposage en intérieur est possible.</p> <p>La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du bâtiment.</p> <p>Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m² est prévue pour 250 m² de superficie projetée de toiture.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p> <p>L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel des observations issues de la précédente inspection :</u></p> <p>Les bâtiments ne sont pas pourvus de dispositifs de désenfumage. Néanmoins le bâtiment de stockage des Déchets d'Éléments d'Ameublement est ouvert sans possibilité de stagnation des fumées. Le bâtiment de stockage des encombrants est pourvu de lanterneaux translucides en toiture, fusibles sous l'effet thermique.</p> <p>Le Service Départementale d'Incendie et de Secours (SDIS) a été consulté sur ces modalités.</p>

Un aménagement des prescriptions est proposé pour les bâtiments des encombrants. Il fait l'objet d'un projet d'arrêté complémentaire et fera l'objet d'une consultation des membres du Conseil Départementale des Risques Sanitaires et Technologiques avant la mise en signature à Monsieur le Préfet.

Situation au 10 septembre 2024 :

L'exploitant a retiré le bardage du bâtiment de stockage des Déchets d'Éléments d'Ameublement permettant ainsi de justifier que ce bâtiment présente au plus 30 % de parois fermées. Les différentes matières stockées sont à présent séparées par des parois coupe feu composées de blocs béton. Un espace sans stockage d'une dizaine de mètre est maintenue avec la partie fermée du bâtiment. L'exploitant indiquant que cette portion du bâtiment ne sera pas utilisée pour le stockage de déchets ou de matières combustibles.

Un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires a été transmis à l'exploitant le 15 juillet 2024. Il aménage les prescriptions encadrant le fonctionnement du site relative au dispositif de désenfumage des bâtiments historiques.

L'exploitant précise qu'il souhaite que les prescriptions complémentaires soient dans un arrêté distinct des prescriptions objet d'une mise en demeure.

L'exploitant a confirmé ses observations par courrier le 17 septembre 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant sera invité à participer à une prochaine séance du CODERST lors de laquelle le projet d'aménagement de prescriptions sera présenté.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9-I

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 10/09/2024

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.

<p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : - d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <p>1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;</p> <p>2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.</p> <p>Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m3/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ; - d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel des observations issues de la précédente inspection :</u></p> <p>Les bâtiments ne sont pas dotés de système de détection incendie.</p> <p>L'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance comprenant l'installation de détecteurs incendie.</p> <p><u>Situation au 10 septembre 2024 :</u></p> <p>L'installation des réseaux de câbles nécessaires à la détection incendie était en cours. L'exploitant présente un devis signé d'engagement de la prestation.</p> <p>Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure a été transmis à l'exploitant le 15 juillet 2024.</p> <p>L'exploitant précise qu'il souhaite que les prescriptions complémentaires soient dans un arrêté distinct des prescriptions objet d'une mise en demeure.</p> <p>L'exploitant a confirmé ses observations par courrier le 17 septembre 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit finaliser la mise en conformité de ces installations en ce qui concerne la détection incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-IV</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles</p>

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 10/09/2024

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Constats :Rappel des observations issues de la précédente inspection :

La zone destinée à la gestion des Déchets d'Éléments d'Ameublement n'est pas associée à une capacité de rétention permettant de recueillir les eaux d'extinction incendie ou les liquides résultants d'un accident de transport. Elle est en connexion hydraulique avec le cours d'eau traversant le site. L'exploitant ne dispose pas d'un justificatif de dimensionnement pour le bassin existant.

L'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance comprenant la réfection du dimensionnement et des capacités de rétention des eaux.

Situation au 10 septembre 2024 :

L'exploitant présente un devis signé de travaux.

Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure a été transmis à l'exploitant le 15 juillet 2024.

<p>L'exploitant précise qu'il souhaite que les prescriptions complémentaires soient dans un arrêté distinct des prescriptions objet d'une mise en demeure.</p> <p>L'exploitant a confirmé ses observations par courrier le 17 septembre 2024..</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit finaliser la mise en conformité de ces installations en ce qui concerne la rétention des eaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Admissibilité des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Admissibilité des déchets</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 10/09/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Seuls les déchets non dangereux sont admis, à l'exception des installations classées sous la rubrique n° 2711, qui peuvent accepter des déchets d'équipements électriques et électroniques dangereux.</p> <p>L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel des observations issues de la précédente inspection :</u></p> <p>Le site ne dispose pas d'un portique de détection de la radioactivité.</p> <p>L'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance comprenant l'ajout d'un portail de détection de la radioactivité.</p> <p><u>Situation au 10 septembre 2024 :</u></p> <p>L'exploitant présente un devis signé de travaux.</p> <p>Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure a été transmis à l'exploitant le 15 juillet 2024.</p> <p>L'exploitant précise qu'il souhaite que les prescriptions complémentaires soient dans un arrêté distinct des prescriptions objet d'une mise en demeure.</p> <p>L'exploitant a confirmé ses observations par courrier le 17 septembre 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant doit finaliser la mise en conformité de ces installations en ajoutant un portail de détection de la radioactivité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Collecte et rejet des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Collecte et rejet des effluents
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 10/09/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les effluents aqueux sont canalisés.</p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales.</p> <p>Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel des observations issues de la précédente inspection :</u></p> <p>L'ensemble des eaux pluviales potentiellement polluées ne sont pas captées et ne transitent pas par un dispositif de traitement (séparateur à hydrocarbures par exemple), notamment de la zone de tri des Déchets d'Éléments d'Ameublement.</p> <p><u>Situation au 10 septembre 2024 :</u></p> <p>L'exploitant présente un devis signé de travaux.</p> <p>Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure a été transmis à l'exploitant le 15 juillet 2024.</p> <p>L'exploitant précise qu'il souhaite que les prescriptions complémentaires soient dans un arrêté distinct des prescriptions objet d'une mise en demeure.</p> <p>L'exploitant a confirmé ses observations par courrier le 17 septembre 2024.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit corriger la collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par contact avec les déchets. L'ensemble de eaux doivent être collectées et faire l'objet d'un traitement avant rejet au milieu naturel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Prévention des risques d'inondations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2009, article 4.7
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'inondations
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 10/09/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dépôts de matériaux et conditionnements susceptibles d'être emportés ou de gêner l'écoulement des eaux en cas de crue sont interdits en zones rouges (Rn, Ru, Rp) et bleues (Bu). Il s'agit en particulier des décharges, des dépôts d'ordures et de déchets ainsi que des dépôts et stockages de produits dangereux ou polluants.</p> <p>Sont également interdits en zones rouges (Rn, Ru, Rp) et bleues (Bu) tous les travaux d'exhaussement, notamment les remblais, ou d'affouillement des sols, en particulier les endiguements sauf s'ils sont de nature à protéger des lieux fortement urbanisés ou prévus dans le cadre d'un projet d'utilité publique.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel des observations issues de la précédente inspection :</u></p> <p>Le site est en zone rouge du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI).</p> <p>L'exploitant indique que l'arrêté préfectoral instaurant le zonage PPRI et ses règles est postérieur à son implantation.</p> <p>Le ruisseau de la Brue traverse le site. Il était hors d'eau le jour de la visite. Le responsable d'exploitation, en fonction depuis 2023, indique qu'il n'a pas été en eau dans les 12 derniers mois. Il réagirait uniquement après plusieurs jours d'épisodes cévenols, quand les sols de la plaine sont saturés.</p> <p>La topographie montre que l'écoulement du ruisseau générerait une inondation de la zone de stockage et tri des Déchets d'Éléments d'Ameublement. L'exploitant ne dispose d'aucune mesure structurelle ou organisationnelle pour faire face à un tel scénario.</p> <p><u>Situation au 10 septembre 2024 :</u></p> <p>Un projet d'arrêté préfectoral actualisant les prescriptions encadrant le fonctionnement du site a</p>

<p>été transmis à l'exploitant le 15 juillet 2024.. Il prescrit la réalisation sous 6 mois d'une étude de réduction de la vulnérabilité du site aux inondations, avec mise en œuvre des actions correctives associées.</p> <p>L'exploitant précise qu'il souhaite que les prescriptions complémentaires soient dans un arrêté distinct des prescriptions objet d'une mise en demeure.</p> <p>L'exploitant a confirmé ses observations par courrier le 17 septembre 2024. Il n'a pas formulé d'observations particulières concernant l'étude sollicitée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est invité à engager la réalisation de l'étude susmentionnée, sans attendre la signature de l'arrêté préfectoral complémentaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Prescriptions complémentaires</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 9 : Modification des installations

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/12/2023, article R.181-46</p>
<p>Thème(s) : Autre, Modification des installations</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Prescriptions complémentaires • date d'échéance qui a été retenue : 10/09/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de</p>

<p>l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel des observations issues de la précédente inspection :</u> L'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance le 16 novembre 2023 pour modifier son site. Suite aux demandes de compléments formulés, l'exploitant a supprimé l'extension sollicitée en zone naturelle du Plan Local d'Urbanisme. La modification consiste à présent à une réorganisation des stockages et des flux du site, et à la résorption des écarts aux prescriptions ministérielles applicables visées dans les fiches précédentes. <u>Situation au 10 septembre 2024 :</u> Un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires, actualisant les conditions d'exploitant du site, a été transmis à l'exploitant le 15 juillet 2024.</p> <p>L'exploitant précise qu'il souhaite que les prescriptions complémentaires soient dans un arrêté distinct des prescriptions objet d'une mise en demeure. L'exploitant a confirmé ses observations par courrier le 17 septembre 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant sera invité à participer à une prochaine séance du CODERST lors de laquelle le projet d'aménagement de prescriptions sera présenté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>